



## Redéploiement géographique

### Refusons la médiocrité pour la survie de l'ONERA !

Suite aux assemblées générales du personnel tenues le 10 juin en Ile-de-France, le constat est clair : l'idée du redéploiement, qui avait déjà suscité les réserves des organisations syndicales lors du CCE du 15 mars 2002, **ne peut que s'inscrire dans les lignes stratégiques ambitieuses** du Plan Stratégique d'Orientation (PSO).

A contrario, le scénario imaginé par le responsable du groupe 13 est **fondamentalement en contradiction avec les orientations stratégiques principales** qui avaient « fait le succès » du PSO (maintien d'une forte capacité pluridisciplinaire, renforcement du rôle de fédérateur des recherches et rôle accru de l'Office dans l'orientation des recherches). Ce scénario est de surcroît largement infondé et arbitraire car il ne prend en compte ni argumentaire scientifique, ni contraintes sociales (618 mobilités « longue distance » !) ... mais faut-il s'en étonner lorsque l'on sait que la réflexion sur la stratégie scientifique et les activités futures n'a pas encore été menée à son terme ?

Nous avons appris au dernier Comité d'Etablissement de Châtillon que le comité de coordination du PSO **a refusé le rapport** proposé par le responsable du groupe de travail interne sur les implantations (le fameux groupe 13). Un groupe « 13 bis » serait créé et en charge de proposer au moins deux scénarii. Cependant, nous dénonçons cette erreur de méthode qui consiste à définir des scénarios d'implantation sans avoir défini toutes les données du problème.

Par ailleurs, il est de plus en plus clair que la Direction souhaite limiter la **concertation** avec le personnel aux consultations légales (CE, CCE). Ceci est inacceptable ! L'argumentation technique et scientifique, nécessaire dans un processus de redéploiement, ne peut pas être élaborée sans une contribution importante des spécialistes, ingénieurs et chercheurs experts dans tous les domaines de compétences de l'Office. Malheureusement, les incohérences de la Direction générale laissent peu de place à un vrai processus de concertation.

Enfin, notre Président ne craint pas de dégrader encore plus le climat social en se livrant à une véritable provocation : avoir refusé d'effectuer la demande d'une subvention supplémentaire dédiée aux augmentations, alors que les Tutelles elles-mêmes en avaient compris l'impérieuse nécessité.

ONERA, le 14 juin 2002.